

# La fronde contre le français s'étend

**Langues** » Une initiative populaire est lancée à Bâle-Campagne pour le renvoi de l'enseignement du français au secondaire.

Comme dans plusieurs autres cantons alémaniques, l'idée d'un renvoi de l'enseignement du français à l'école secondaire fait aussi son chemin à Bâle-Campagne. Une association y a lancé une initiative populaire exigeant qu'une seule langue «étrangère» soit enseignée à l'école primaire.

«Deux langues étrangères à l'école primaire surchargent de nombreux élèves», écrit mardi l'association Ecole forte des deux Bâles. L'initiative sur l'enseignement des langues, qu'elle a lancée, demande que

seul l'anglais soit enseigné à l'école primaire et que le français soit enseigné à partir de l'école secondaire seulement. Le texte prévoit l'ordre de priorité inverse si la Confédération exige l'enseignement du français à l'école primaire.

**Par ailleurs**, une motion exigeant la suppression de l'enseignement du français est en cours de traitement au parlement cantonal. A Bâle-Campagne, le français est enseigné actuellement dès la 3<sup>e</sup> année primaire et l'anglais dès la 5<sup>e</sup> année primaire, comme dans tous les cantons alémaniques limitrophes de la francophonie. La suppression des cours de français ou d'anglais à l'école primaire doit per-

mettre d'y renforcer l'enseignement de l'allemand et des maths, indiquent les initiants.

**Le débat** sur l'enseignement des langues à l'école primaire et du français en particulier fait rage depuis plusieurs mois en Suisse alémanique. Les parlements des cantons de Zurich, de Saint-Gall et d'Appenzell Rhodes-Extérieures ont adopté des motions exigeant le renvoi de l'enseignement du français à l'école secondaire.

Lundi, les autorités scolaires schwytzoises ont donné leur feu vert à un aménagement allant dans le même sens. Dans les cantons de Berne, de Thurgovie et de Glaris, des motions sont en cours de traitement.

Dans les cantons de Nidwald et de Schaffhouse, on semble plutôt vouloir donner la priorité à l'enseignement du français. Le Gouvernement nidwaldien préfère renforcer cette langue, plus difficile, à l'école primaire et renvoyer l'anglais, plus facile d'accès, à l'école secondaire. Le ministre schaffhousois de l'Education s'est exprimé dans le même sens.

Le concordat Harmos prévoit que deux langues non maternelles dont une langue nationale sont enseignées à l'école primaire. Dans les cantons alémaniques non limitrophes de la francophonie, l'anglais est actuellement enseigné dès la 3<sup>e</sup> et le français dès la 5<sup>e</sup> année primaire. » **ATS**

# Le bull-terrier doit décamper

**ZURICH** Le Tribunal fédéral a débouté le propriétaire d'un chien recensé comme étant issu d'une race interdite dans le canton de Zurich. Ce bull-terrier devra être placé dans un autre canton ou son maître devra y déménager avec lui. Le recourant avait critiqué la nature «superficielle» de l'expertise. Il avait acheté le chien en 2019 en Allemagne. Le Service vétérinaire cantonal a conclu à un croisement avec un American Staffordshire Terrier, interdit dans le canton. » **ATS**

Une initiative lancée pour que les Suisses se prononcent sur la reconnaissance de l'Etat palestinien

# Appel à un vote sur la Palestine

« PHILIPPE CASTELLA

**Droits populaires** » La Suisse deviendra-t-elle le premier pays à reconnaître l'Etat de Palestine à l'issue d'une votation populaire? Telle est en tout cas l'intention du comité «Palestine Oui!» une coalition issue de la société civile, qui a lancé mardi une initiative populaire dans ce but. Il a dix-huit mois pour récolter 100 000 signatures.

Pour Tobias Schnebli, ce serait unique de reconnaître ainsi la Palestine «grâce à un véritable mouvement populaire et à un vote des citoyens plutôt que d'être accordé par un premier ministre ou un gouvernement». Ce Genevois s'était déjà engagé il y a un quart de siècle en faveur de l'adhésion à l'ONU. «C'est grâce à une initiative populaire que la Suisse est aujourd'hui membre des Nations Unies», rappelle-t-il.

## Après 158 pays

Mais est-ce le bon outil et le bon moment, alors que les canons viennent de se taire? «Même si les bombes cessent, les regards ne doivent pas se détourner de Gaza et de sa population», assure Lisa Mazzone. «La colonisation illégale en Cisjordanie s'accélère, poussée par la volonté des autorités israéliennes d'annexer cette région, en violation crasse du droit international», avance-t-elle.

Pour la présidente des Verts, la bonne question est «pourquoi la Suisse n'a-t-elle pas encore reconnu l'Etat de Palestine, alors que 158 pays l'ont déjà fait?» En réponse au drame vécu par les habitants de Gaza, de nombreux Etats sont en effet venus s'ajouter à cette liste ces dernières semaines, dont la France, le Royaume-Uni, le Portugal, la Belgique, le Canada ou encore l'Australie.

La Suisse fait désormais partie des exceptions, aux côtés d'Israël et des Etats-Unis, mais aussi de l'Allemagne et de l'Autriche notamment. «En se joignant à cette petite minorité d'Etats», déplore Didier Pflüter, «la Suisse ne se comporte ni de manière neutre



Carte à l'appui, le comité d'initiative a montré que la Suisse fait partie désormais des exceptions où il n'y a pas de reconnaissance de l'Etat de Palestine. Keystone

ni conforme au droit international». Pour cet ancien ambassadeur, «la solution à deux Etats reste la seule possibilité réaliste de mettre fin à ce conflit vieux de plus de cent ans». En la conditionnant à une paix, «on accorde à Israël un droit de veto».

## Refus au parlement

Carlo Sommaruga se souvient que la Suisse a été l'un des premiers pays à reconnaître la République populaire de Chine en 1950 et le Kosovo en 2008. Le sénateur genevois attribue la responsabilité de l'inaction de la Suisse au ministre des Affaires étrangères: «Ignazio Cassis n'a eu de cesse d'aligner le Conseil fédéral et la majorité du parlement sur le narratif et les positions du Gouvernement israélien.»

Le mois dernier, le Conseil des Etats a largement refusé la reconnaissance de la Palestine (27 voix à 17). Un vote qui

a fait ressortir un fort clivage linguistique sur la question, puisqu'un seul élu romand s'y est opposé. Le PLR vaudois Pascal Broulis.

«C'est au peuple de prendre l'initiative désormais», estime Carlo Sommaruga. «Le processus démocratique jusqu'au vote populaire est long», reconnaît-il. «Cela peut prendre trois ou quatre ans, mais ça vaut mieux que l'inaction du Conseil fédéral et du parlement.» Et d'évoquer un sondage qui montre que deux tiers de la population suisse seraient favorables à une reconnaissance de la Palestine.

## Stigmates à Berne

Le lancement de cette initiative s'est fait mardi dans une ville de Berne qui portait encore les stigmates des violences de la manifestation de samedi, à quelques encablures du Palais

fédéral. «Nous condamnons ces violences», déclare Carlo Sommaruga, admettant que «cela dessert la cause».

**«La Palestine est reconnue par 158 pays, pourquoi la Suisse pas encore?»** Lisa Mazzone

Autre membre du comité d'initiative, Pietro Majno a participé le mois dernier à une grève de la faim de médecins sur la place Fédérale pour protester

contre la destruction des infrastructures sanitaires à Gaza et les nombreuses victimes dans le corps médical (environ 1700). «Dans cette leur d'espoir que la trêve actuelle nous offre, il est de notre devoir de penser à une reconstruction, à une réparation, pas seulement à Gaza, mais dans tous les territoires illégalement occupés», souligne-t-il. Pour ce fils d'un réfugié juif accueilli en Suisse en 1943, «c'est dans cette reconstruction que la reconnaissance de l'Etat de Palestine a toute sa place».

## Un outil «vaseux»

Dans le camp des opposants à une reconnaissance aujourd'hui de la Palestine, Pierre-André Page soutient pourtant aussi une solution à deux Etats: «Maintenant que les otages ont été libérés, les négociations de paix doivent se poursuivre.»

Pour l'élu UDC fribourgeois, «il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs. Cette initiative tombe mal et ne sert à rien.»

De même, selon Philippe Nantermod, «la Palestine ne remplit pas les conditions pour une reconnaissance officielle. Si c'est pour reconnaître le Hamas, non merci!» Le libéral-radical doute aussi du recours à l'initiative populaire: «J'aurais beaucoup de peine à ce que notre Constitution devienne un catalogue des pays qu'on reconnaît. Aujourd'hui la Palestine, demain peut-être la Transnistrie», une région entre la Russie et la Moldavie qui revendique son indépendance.

Autre souci, pour le Valaisan, le temps que cela va prendre: «On ne sait pas quelle forme aura la Palestine lorsque le peuple votera dans trois ou quatre ans. Cela me paraît un peu vaseux comme procédure.» »